

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 10

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTRANGER

Records pour
le « PzHh 2000 »

Surfant sur une conjoncture favorable en matière d'automoteurs d'artillerie, le PzH 2000 de Krauss-Maffei Wegmann n'en finit pas d'occuper le terrain. Fort de son tube de 52 calibres de longueur, un engin de ce type a en effet établi un record en atteignant une portée de 41,8 km avec un projectile standard, soit un obus sud-africain propulsé par une charge Rheinmetall. En outre, l'obus en question faisait partie d'une salve de 20 projectiles qui ont tous atteint des portées supérieures à 40 km. Des délégations venues de Grèce (il y a un projet d'acquisition portant sur 24 automoteurs) ainsi que des Pays-Bas assistaient à cette campagne de tirs. Les retards du lancement de l'AUF 2 français laisse le champ libre au PzH 2000. (TTU Europe, 31 mai 2001)

Les effectifs prévus
des forces armées
françaises en 2001²

De carrière ou sous contrat	325 906
Appelés	22 840
Volontaires	18 250
Civils	98 861
Total	465 857

¹ Armée et défense, mars-avril-mai 2001.

² Armée et défense, mars-avril-mai 2001.

Dépenses militaires en % du PIB

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Etats-Unis	3,8	3,5	3,3	3,1	3,0	3,0
France	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6
Royaume-Uni	3,0	3,0	2,7	2,7	2,5	2,4
Italie	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0	1,9
Allemagne	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5
Espagne	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3

Effectifs de forces armées de l'OTAN en 2000¹

	Terre (3)	Air	Mer	Réserve (4)
Belgique	26 800	8 600	2 600	152 050
Royaume-Uni	113 950	54 730	43 770	302 850
France (1)	148 989	62 966	45 387	419 000
Italie	153 000	59 600	38 000	65 200
Espagne	100 000	29 100	36 950	447 900
Pays-Bas	23 100	11 300	12 340	32 200
Allemagne	221 100	73 300	26 600	364 300
Etats-Unis (2)	471 700	353 600	370 700	121 1500

1) Données nationales pour 2001.

2) Non compris 169 800 hommes du Marine Corps.

3) Non compris les formations correspondant à la gendarmerie en France.

4) Réserves mobilisables.

Liens armée-nation
en Grande-Bretagne

Les forces armées sont professionnelles ! Certains journaux s'irritent de voir que les soldats

n'ont pas les équipements qu'ils méritent, ils critiquent la faiblesse des budgets militaires. Vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, le peuple britannique entretient avec ferveur le souvenir des an-

nées de guerre et exalte les valeurs qui lui ont permis de tenir. De très nombreuses associations, généreusement financées grâce à une fiscalité particulièrement incitative, organisent des commémorations, érigent des monuments, publient des ouvrages à la gloire des combattants britanniques. Le lien armée-nation s'entretient grâce à trois institutions: les cadets, les réserves et, pour l'Army, le système régimentaire.

■ 130 000 cadets, encadrés par 23 000 adultes bénévoles, se répartissent entre 4 *Cadet Forces*, 1 par armée et 1 interarmées. Pendant les week-ends, ils participent à des activités leur permettant de se familiariser avec leurs armées marraines, mais aussi de les aider à l'occasion de manifestations ou de relations publiques. Le ministère de la Défense attribue aux *Cadet Forces* un budget annuel de 150 millions de francs suisses.

■ Les réservistes profitent également des week-ends pour parfaire leur entraînement. Des accords sont signés avec les entreprises pour que la réserve puisse disposer de collaborateurs pour les actions civilo-militaires ou de gens aux compétences rares dans les forces armées.

Vice-amiral Sabatié-Garat: «Grande-Bretagne: l'âge mûr de la professionnalisation», *Cahiers de Mars*, 1^{er} trimestre 2001, pp. 166-167.

Plus de 300 000 enfants-soldats dans 41 pays

Selon la Coalition pour l'arrêt du recours aux enfants-soldats, fondée en 1998 par 6 ONG, plus de 300 000 enfants, dont

les plus jeunes ont 7 ans, sont soldats dans 41 pays. Si leur nombre global reste stable, les Etats qui y ont recours ont augmenté depuis 3 ans. Chair à canon dans les conflits armés, les enfants-soldats sont aussi démineurs, espions, porteurs, esclaves sexuels, gardiens des exploitations de pétrole ou de diamants. Les gouvernements continuent à les enrôler, parce qu'ils sont bon marché, faciles à conditionner pour tuer sans peur, obéir sans réfléchir. La Birmanie emploierait quelque 50 000 enfants-soldats. (Le *Quotidien jurassien*, 13 juin 2001)

France: fumettes à la «Royale»

Les vingt marins du porte-avions *Foch* qui ont reconnu avoir «fumé des pétards» à bord ont été condamnés à Marseille à des peines allant de deux mois de prison avec sursis à un an de prison ferme pour le dealer jugé par défaut. Depuis les faits, le *Foch* a été vendu à la marine brésilienne et s'appelle le *São Paulo*. «On trouve des stupéfiants partout sur ce bateau», s'est exclamé le président à l'audience du tribunal militaire. «On trouve de l'héroïne, de la cocaïne, de l'exstasy», a-t-il détaillé. «Il paraît que les deux tiers des militaires (embarqués) fumaient du cannabis (...).» Tous les grades étaient touchés, à en croire un des prévenus qui a senti une odeur de cannabis devant la porte des officiers». Lors de la même audience, un autre marin du *Foch* a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 760 euros d'amende. il avait porté plainte pour vol de divers effets personnels, dont une plaque

de 250 grammes de haschisch. Une procédure similaire est en cours à Toulon contre une quinzaine de marins du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*. (*Désinformation-Hebdo*, 4 juillet 2001)

SUISSE

Suisse/Etats-Unis: prolongation du protocole d'accord concernant l'acquisition d'armement

Le Conseil fédéral a habilité le chef de l'armement à prolonger de cinq ans le protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*) conclu avec les Etats-Unis, concernant l'acquisition d'armements. Cet accord offre à l'industrie suisse la possibilité de présenter au ministère américain de la Défense des offres aux mêmes conditions que les entreprises américaines. Dans la mesure où la législation américaine l'autorise, le ministère de la Défense renonce à prélever des taxes d'importation et à établir des obstacles administratifs au commerce en faveur de la concurrence américaine. Le *Memorandum of Understanding* repose sur une réciprocité et est destiné à soutenir les affaires de compensation telles qu'elles ont été conclues la première fois lors de l'acquisition de l'avion de combat *Tiger F-5* par la Suisse, en 1975.

Il a été prolongé plusieurs fois, notamment dans le cadre de l'acquisition de l'avion de combat *F/A-18*, au cours des années 90, de l'acquisition en cours du système de surveillance de l'espace aérien *FLORAKO*, des programmes d'armement 1998/99.

CHPM: cours et conférences d'histoire

(Pully, Pavillon Général-Guisan)

06.09.2001 18 h 30	Vers une redéfinition de l'implantation militaire sur le sol national (lt col Jean-Pierre Renaud)
04.10.2001 18 h 30	Naissance de l'Etat de Vaud (1803-1804). Aspects de la fiscalité (Jacques-André Ney)
25.10.2001 18 h 30	Mission et usage de la force (col EMG Frédéric de Mulinen)
08.11.2001 18 h 30	Histoire du chiffre militaire (br Michel Chabloz)
22.11.2001 18 h 30	Architecture et mécanique militaires selon Vitruve (br Michel Chabloz)

En vue d'acquisitions futures en provenance des Etats-Unis, le *Memorandum of Understanding* est prolongé de 5 ans.

Armement: la Suisse et l'Espagne coopèrent davantage

Le Conseil fédéral a approuvé une convention entre la Suisse et l'Espagne concernant la coopération dans le domaine de l'armement. Elle prévoit une coopération accrue dans le domaine de l'armement qui s'étendra principalement aux domaines de la recherche en matière de technique d'armement, ainsi qu'au développement, la fabrication, l'acquisition et la remise en état d'armement. Des informations concernant des questions d'armement seront également échangées.

Cérémonie d'adieu aux Bérêts jaunes

C'est avec la cérémonie d'adieu organisé à leur intention à Thoun, en présence du conseiller fédéral Samuel Schmid, qu'a

pris fin officiellement, le 28 avril, la mission des Bérêts jaunes en Bosnie-Herzégovine. Pendant près de quatre ans et demi, des volontaires de l'armée ont soutenu l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans le domaine de la logistique. De juillet 1996 à décembre 2000, près de 420 hommes et femmes ont pris part aux engagements de Bérêts jaunes. Le coût de la mission «Swiss Headquarter Support Unit» s'est élevé à 46,9 millions de francs. Au total, l'unité a acheminé 98,9 tonnes de courrier, fourni 24755 heures de travaux de réparation (sans compter les heures de trajet et de sauvetages). Les Bérêts jaunes ont parcouru 3,7 millions de kilomètres, assuré des transports pendant 4990 heures de vol et effectué 8110 consultations médicales.

Nouvelles de la SWISSCOY

Le commandement des trente-neuf armées composant la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) a chargé la compa-

gnie de logistique suisse (SWISSCOY) de l'entreposage, de l'inventaire et de l'entretien de l'ensemble du matériel nécessaire à la construction de ponts pour la KFOR. Au printemps 2001, près de mille tonnes d'acier et d'aluminium étaient entreposées dans le camp de CASABLANCA près de Suva Reka. Il s'agissait surtout de systèmes de ponts britanniques et américains.

A la fin du mois d'avril, 80 tonnes de matériel, destiné à la liquidation suite à la dissolution de formations ferroviaires de l'Armée 61, ont été acheminées au Kosovo. Les chemins de fer dirigés jusqu'alors par la KFOR sont exploités depuis le 1^{er} mars, de manière indépendante, par la société Railway of Kosovo, qui est enchantée de recevoir du matériel en bon état, entre autres des installations d'aiguillage et de signalisation.

Exercice international mettant en cause une centrale nucléaire française

A la mi-mai, un exercice international d'alarme radioactivité se déroule sous la direction de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de la Commission de l'Union européenne et de trois autres organisations de l'ONU. Sur la base d'un scénario-catastrophe établi pour la centrale nucléaire française de Gravelines près de la frontière belge, les participants ont pour mission de coordonner dans 54 pays l'information à diffuser au public et les mesures de protection à prendre en cas d'urgence. La Suisse est représentée par la Centrale nationale d'alarme (CENAL) et par les offices fédéraux

intégrés au Comité directeur radioactivité (CODRA). Une fuite importante d'eau de refroidissement s'est produite dans le système primaire de refroidissement d'un réacteur. Il en résulte une longue phase d'incertitudes quant à la possibilité d'assurer le refroidissement du réacteur touché. 8000 personnes se trouvant dans les environs de la centrale sont évacuées.

Pour la première fois lors d'un tel exercice, la technologie du Web est utilisée pour l'échange d'informations. Ainsi, des spécialistes de tous les pays impliqués peuvent suivre, en temps réel, l'évolution de la situation sur le terrain.

OSCE: évaluation du régiment d'infanterie de montagne 37

A la demande de la Hongrie, le régiment d'infanterie de montagne 37 a accueilli, le 15 mai 2001, des officiers hongrois venus procéder à une évaluation. Cette évaluation a lieu dans le cadre de l'OSCE et se fonde sur les dispositions relatives aux mesures de confiance et de sécurité du Document de Vienne de 1999. La plus grande partie du régiment d'infanterie de montagne 37 accomplit son cours de répétition dans le canton des Grisons. C'est la première évaluation d'une unité suisse en 2001 et la seizième effectuée en Suisse depuis 1992.

La visite d'évaluation a lieu pendant une journée de travail. Elle comprend des informations données par les commandants de troupe, des visites auprès de la troupe et l'évaluation des informations portant sur les effectifs du personnel ainsi que le nombre et le type des principaux systèmes d'armes utilisés. Bien que la durée du cours de répétition ne dépasse pas 21 jours et, par conséquent, ne tombe pas sous les dispositions du Document de Vienne de 1999, la Suisse autorise l'évaluation de ses troupes, dans le but d'établir un climat de confiance et de confirmer sa volonté de transparence.

La protection civile participera en force à l'Expo.02

La protection civile apportera un soutien substantiel à l'Expo.02 en mettant à disposition quelque 7000 de ses membres en provenance de tous les cantons. Environ 150 personnes seront engagées chaque jour pour assumer diverses tâches, de l'appui aux services de sécurité à la gestion de bureaux des objets trouvés. Les cantons et communes riverains des quatre arteploges de Bienne, Neuchâtel, Morat et Yverdon feront appel à des membres de leurs propres organisations pour épauler la police et assumer des tâches logistiques liées à l'hébergement, au ravitaillement ou encore aux transports. Par ailleurs, tous les can-

tons suisses mettront des contingents de la protection civile à disposition, avant tout pour renforcer la sécurité sur les arteploges. Coordonnés par l'Office fédéral de la protection civile, les engagements de ces contingents seront destinés à appuyer les services de sécurité civile, l'Alliance suisse des samaritains et les services chargés de l'organisation du stationnement. La plupart des personnes convoqués par la protection civile effectueront des services de huit jours, du lundi au

Formation dans le domaine du déminage et de la destruction des mines

Un cours de formation international consacré à la destruction des mines antipersonnel a été mis sur pied par le DDPS du 11 au 15 juin 2001 à Fribourg. 50 futurs chefs de projet provenant de 20 pays sont réunis pour discuter des méthodes et des procédés utilisables pour la destruction des mines, conformément à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Dans leurs pays respectifs, les participants sont responsables de la destruction des mines antipersonnel. Les conférenciers sont des experts de renommée internationale. Ce cours constitue une autre contribution pratique de la Suisse à la maîtrise des problèmes liés aux mines antipersonnel.